

PRÉFET DE L'ORNE

Sous-préfecture d'Argentan

Pôle Actions de l'Etat

NOR : 1200-14-0149

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

Société VISSERIAS ASSAINISSEMENT

Commune de Fontenai-sur-Orne

LE PRÉFET DE L'ORNE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 août 2000 autorisant la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT à exploiter un centre de transit de déchets situé à Fontenai-sur-Orne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2008, complétant les dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 mai 2011, complétant les dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'article 16.4 de l'arrêté préfectoral du 14 août 2000 modifié qui dispose : « Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport auxquelles il devra être remédié dans les plus brefs délais. L'exploitant tiendra ce rapport à la disposition de l'inspecteur des installations classées et conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises » ;

Vu l'article 22.6 de l'arrêté préfectoral du 14 août 2000 modifié qui dispose : « b) Préalablement à chaque évacuation d'hydrocarbures destinés à la valorisation à partir de la cuve n°2, l'exploitant prélève un échantillon dans cette cuve et le conserve 3 mois après l'évacuation.. » ;

Vu l'article 38 de l'arrêté préfectoral du 14 août 2000 qui dispose : « Des contrats liant le producteur d'effluents au prestataire réalisant l'opération d'épandage et des contrats liants le producteur d'effluents aux agriculteurs exploitant les terrains sont établis. Ces contrats définissent les engagements de chacun ainsi que leur durée.

La liste des parcelles sur lesquelles l'épandage est autorisé, est annexée au présent arrêté (annexe 2)

Toute modification au plan d'épandage doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées » ;

Vu l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 2011 qui dispose : « L'exploitant doit disposer des données relatives à la composition des déchets qu'il reçoit, pour démontrer que les quantités, susceptibles d'être présentes dans son installation, sont bien inférieures aux seuils d'autorisation opposables aux activités d'emploi et de stockage de telles substances ou préparation dangereuses. En termes d'exploitation, l'exploitant doit être en mesure de justifier que les quantités de substances et mélanges dangereuses présentes sur le site restent bien inférieures aux quantités prises en compte dans sa demande d'autorisation, ainsi qu'aux seuils de classement de la rubrique 2717 » ;

Vu l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation qui dispose : « Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée » ;

Vu l'article 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation qui dispose : « En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection » ;

Vu l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation qui dispose : « L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique » ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 11 avril 2014 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 26 mars 2014, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

absence de vérification annuelle de l'installation électrique ;

absence, à chaque évacuation d'hydrocarbures destinés à la valorisation à partir de la cuve n°2, de prélèvement d'échantillon dans cette cuve ;

absence d'information préalable de la modification du plan d'épandage sur des parcelles non autorisées ;

absence de données relatives à la composition des déchets qu'il reçoit, pour démontrer que les quantités, susceptibles d'être présentes dans son installation, sont bien inférieures aux seuils d'autorisation opposables aux activités d'emploi et de stockage de telles substances ou préparation dangereuses ;

absence des vérifications visant à protéger l'installation contre le risque foudre conformément aux articles 18, 19 et 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles :

16.4, 22.6 et 38 de l'arrêté préfectoral du 14 août 2000 susvisé ;

1 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 2011 ;

18, 19 et 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société VISSERIAS ASSAINISSEMENT de respecter les dispositions des dits articles, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Orne

ARRETE

Article 1 - La société VISSERIAS ASSAINISSEMENT exploitant un centre de transit de déchets situé à Fontenai-sur-Orne est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 16.4, 22.6 et 38 de l'arrêté préfectoral du 14 août 2000 susvisé, de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mai 2011 et des articles 18, 19 et 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé en :

- procédant sous trois mois à la vérification annuelle des installations électriques et en remédiant dans les plus brefs délais aux déficiences relevées lors du contrôle ;

- procédant dès notification du présent arrêté, à chaque évacuation d'hydrocarbures destinés à la valorisation à partir de la cuve n°2, à un prélèvement d'échantillon dans cette cuve ;
- fournissant, sous un mois, le cahier d'épandage des trois dernières années comportant les parcelles réceptrices et leur surface ;
- stoppant, à notification du présent arrêté, tout épandage sur les parcelles non autorisées ;
- justifiant, sous trois mois, que les quantités de substances et mélanges dangereuses présentes sur le site restent bien inférieures aux quantités prises en compte dans sa demande d'autorisation, ainsi qu'aux seuils de classement de la rubrique 2717 ;
- faisant réaliser les différentes études « foudre », analyse du risque foudre, étude technique et mise en place au final sous six mois des mesures de protection nécessaires.

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 - Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Caen, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même Code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même Code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet d'Argentan, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Orne, le Maire de la commune de Fontenai-sur-Orne, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société VISSERIAS ASSAINISSEMENT.

Argentan, le 5 mai 2014
Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet d'Argentan

Jean-François SALIBA



